

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES  
DE LA GIRONDE

Le Préfet de la Région Aquitaine,  
Préfet du Département de la Gironde,

Officier de la Légion d'Honneur

VU L'article 7 de la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 modifiant le chapitre III du titre 1er du livre 1er du Code de la Santé Publique et notamment l'article 20,

VU le décret n° 59.701 du 6 juin 1959 portant règlement d'administration publique relatif à la procédure d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique,

VU le décret n° 67.1093 du 15 décembre 1967 portant règlement d'administration publique prévu pour l'application de l'article 20 du Code de la Santé Publique,

VU le décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles, modifié par le décret n° 91.257 du 7 mars 1991,

VU l'arrêté du 10 juillet 1989 relatif à la définition des procédures administratives fixées par les articles 4, 5, 15, 16 et 17 du décret précité,

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en date du 20 mai 1992.

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 11 Mars 1993.

### A R R E T E

Article 1 - Est déclaré d'utilité publique l'Etablissement des périmètres de protection du forage "Lafont" desservant en eau potable la commune de CREON, situé sur la parcelle n° 96, section AK du plan cadastral communal, appartenant au Syndicat des Eaux de CREON.

Article 2 - Les périmètres de protection immédiate et rapprochée seront confondus.

Article 3 - Les limites de ce périmètre seront matérialisées par une clôture.

Article 4 - L'accès aux installations ne sera autorisé qu'au personnel chargé de la maintenance et tout dépôt, autre que pour raison de service, sera interdit.

Article 5 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde, M. le D.D.A.S.S., M. le Maire de CREON, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

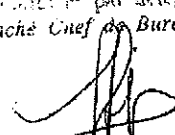

BORDEAUX 02 JUIN 1993

Le Préfet,

POUR LE PRÉFET  
LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,

Marcel PERES

Pour ampliation,  
Fait à Bordeaux, le 02 juin 1993, par délégation,  
Le Secrétaire Général  
François PIREYRE





PREFECTURE DE LA GIRONDE

**ARRETE N°E2009/17/1 du 5 novembre 2009**

DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DES AFFAIRES SANITAIRES ET  
SOCIALES DE LA GIRONDE

Service Santé-Environnement

DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DE L'AGRICULTURE ET DE LA  
FORET DE LA GIRONDE

Service Forêt-Environnement  
Cellule Police de l'Eau et des Milieux  
Aquatiques

- portant déclaration d'utilité publique sur :
  - la dérivation des eaux,
  - l'instauration des périmètres de protection.
- portant autorisation sur :
  - le prélèvement,
  - la distribution au public de l'eau destinée à la consommation humaine

**du forage ROCHON 2 sur la commune de LE POUT**

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,  
PREFET DE LA GIRONDE,  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,**

- VU** le code de l'environnement, le Livre II - Titre I<sup>er</sup> - relatif à la protection de l'eau et des milieux aquatiques et notamment l'article L.215-13 relatif à la dérivation des eaux, les articles L. 211-1, L.211-3, L. 214-1 à 214-9 et R.211-1 à R.214-60 relatifs aux procédures d'autorisation et de déclaration ;
- VU** le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 et suivants et les articles R.1321-1 à R.1321-63 relatifs aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales;
- VU** le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment les articles R.11-4 à R.11-14;
- VU** le code de l'urbanisme et notamment les articles L.126-1 et les articles R.126-1 à R.126-2 relatifs aux servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol ;
- VU** l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique ;
- VU** les arrêtés ministériels du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 02 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables au sondage, forage, création de puits ou ouvrage souterrain soumis à déclaration et aux prélèvements soumis à déclaration et autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.1.0., 1.1.2.0., 1.2.1.0., 1.2.2.0. ou 1.3.1.0. de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 6 août 1996 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin ADOUR-GARONNE prenant effet à compter du 16 septembre 1996 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2003 approuvant le S.A.G.E. "Nappes Profondes en Gironde" ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 28 février 2005 constatant la liste des communes incluses dans les zones de répartition des eaux ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 25 mars 2009 portant ouverture de l'enquête publique relative à la déclaration d'utilité publique (dérivation des eaux et périmètres de protection au titre des codes de la santé publique et de l'environnement) et à l'autorisation de prélèvement (au titre du code de l'environnement) du forage Rochon 2 et désignant comme commissaire enquêteur Monsieur Christian BEAUMONT ;
- VU** la délibération du Conseil syndical intercommunal d'adduction en eau potable et d'assainissement non collectif de la région de Bonnetan en date du 15 mai 2006 sollicitant l'autorisation pour le prélèvement et la dérivation des eaux pour la consommation humaine et la mise en place des périmètres de protection du forage Rochon 2 sur la commune de LE POUT ;

- VU le récépissé de déclaration définitif du forage pris au titre du code l'environnement en date du 11 décembre 2006;
- VU l'avis de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique en date du 15 octobre 2007;
- VU le dossier annexé à la demande;
- VU l'avis de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt en date du 19 juin 2006 ;
- VU l'avis de la commission locale de l'Eau du SAGE Nappes Profondes de la Gironde en date du 6 avril 2009;
- VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 14 au 29 avril 2009 dans la commune de Le Pout ;
- VU l'avis du conseil municipal de Le Pout en date du 20 avril 2009;
- VU les rapports et conclusions du commissaire enquêteur en date du 15 juin 2009;
- VU l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 3 septembre 2009;
- VU le rapport en date du 14 août 2009 et sur proposition de Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de la Gironde ;

**CONSIDÉRANT** que le projet doit permettre d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement et de garantir la santé et la salubrité publique afin de satisfaire aux exigences de la préservation des écosystèmes aquatiques et de la ressource en eau ;

**CONSIDÉRANT** que les besoins en eau potable destinés à l'alimentation humaine à l'appui du dossier sont justifiés ;

**CONSIDÉRANT** que le captage d'eau potable et l'établissement des périmètres de protection présentent un intérêt général;

**CONSIDÉRANT** que l'établissement des périmètres de protection du forage Rochon 2 est indispensable pour assurer la protection de la qualité des eaux;

**SUR PROPOSITION** du secrétaire général de la préfecture de la Gironde,

## **ARRÊTE**

### **TITRE I - DISPOSITIONS TECHNIQUES**

#### **ARTICLE PREMIER : DÉCLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**

Sont déclarés d'utilité publique au bénéfice du Syndicat Intercommunal d'Adduction en Eau Potable et d'Assainissement non collectif de la Région de Bonnetan (SIAEPANC de Bonnetan) dénommé ci-après le permissionnaire:

▪ *Les travaux réalisés en vue de la dérivation des eaux souterraines pour la consommation humaine à partir du forage Rochon 2 sur la commune de LE POUT dans la nappe de l'Eocène,*

▪ *La création d'un périmètre de protection immédiate autour du forage et l'institution des servitudes associées pour assurer la protection du forage et de la qualité de l'eau.*

#### **ARTICLE 2 : AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT D'EAU DESTINÉE A LA CONSOMMATION HUMAINE**

Le permissionnaire est autorisé à prélever, par l'intermédiaire du forage Rochon 2, des eaux destinées à l'alimentation humaine.

▪ *L'utilisation de l'eau en vue de la consommation humaine est accordée à titre dérogatoire pour le paramètre température qui dépasse la limite de qualité des eaux brutes.*

Pour l'exploitation des ouvrages et l'exercice des activités ou ouvrages énumérés dans le tableau de classement ci-après, le permissionnaire est tenu de respecter les engagements et valeurs annoncés dans son dossier d'autorisation dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté, du code de l'environnement, du code de la santé publique, des arrêtés du 11 septembre et du 25 novembre 2003 susvisés.

OUVRAGES – INSTALLATIONS – ACTIVITES	RUBRIQUE	RÉGIME
Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé le volume total prélevé étant : - supérieur ou égal à 200 000 m <sup>3</sup> /an	1.1.2.0	720 000 m <sup>3</sup> /an Autorisation
Ouvrages, installations permettant le prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées ont prévu l'abaissement des seuils au titre de l'aquifère supérieur de référence Oligocène Entre Deux Mers (126) avec une cote de référence de + 70 m NGF pour la commune de Le Pout : - capacité maximale des installations de prélèvement supérieure à 8 m <sup>3</sup> /h	1.3.1.0	200 m <sup>3</sup> /h Autorisation

### ARTICLE 3 : EMPLACEMENT DE L'OUVRAGE

Le forage est situé sur la commune de LE POUT, au droit de la parcelle cadastrale n° 484, section B, lieu-dit «Rochon» (plan de situation en *annexe 1*).

Coordonnées LAMBERT II étendu : X = 387 406 m Y = 1 983 104 m Z = + 37 m NGF

### ARTICLE 4 : DESCRIPTION DE L'OUVRAGE

L'ouvrage de captage est décrit selon la coupe technique présentée en *annexe 2*.

### ARTICLE 5 : CARACTÉRISTIQUES DES PRÉLÈVEMENTS AUTORISÉS

Nom du captage	Indice BSS	Nappe Aquifère	Unité de gestion SAGE Nappes profondes	Classement SAGE NP	Profondeur
Forage ROCHON 2	O8281X0033/F2	Eocène	Eocène centre	Déficitaire	357 m

Nom du captage	Débits maxima		Volume maxi annuel	Année d'autorisation
	Horaire	Journalier		
Forage ROCHON 2	200 m <sup>3</sup> /h	4 000 m <sup>3</sup> /j	720 000 m <sup>3</sup> /an	2009

### PRESCRIPTIONS

Les ouvrages et installations de prélèvement d'eau doivent être conçus de façon à éviter le gaspillage d'eau. A ce titre, le permissionnaire prend des dispositions pour limiter les pertes des ouvrages de dérivation, des réseaux et installations alimentés par le prélèvement.

Le permissionnaire adresse régulièrement les actions réalisées en la matière au Préfet (police de l'eau).

Les volumes autorisés seront révisés à la baisse dès qu'une solution de substitution opérationnelle desservira le Cœur de l'Entre-deux-Mers.

Les volumes de prélèvements annuels autorisés par unité de gestion hydrogéologique sont fixés par arrêté préfectoral indépendant au présent arrêté, dans le cadre de la gestion globale des prélèvements d'eau du SIAEPANC de Bonnetan.

## **ARTICLE 6 : ÉQUIPEMENT DE L'OUVRAGE**

- Le forage est équipé d'un tube guide d'au moins 20 mm de diamètre de façon que les mesures des niveaux statique et dynamique puissent être faites en toutes circonstances avec précision à la sonde électrique.
- Une sonde de pression permet des mesures de niveau d'eau au moins toutes les six minutes.
- Un compteur volumétrique est installé et maintenu en état de marche. La remise à zéro du compteur est interdite.
- Un robinet de prélèvement est installé aux fins d'analyses des eaux brutes.

## **ARTICLE 7 : SURVEILLANCE DE L'OUVRAGE, DES PRÉLÈVEMENTS ET DE LA NAPPE**

Pendant la durée de l'exploitation, le propriétaire du captage doit veiller au bon entretien de l'ouvrage et de ses abords, de façon à rendre impossible toutes intercommunications entre niveaux aquifères différents ainsi que toute pollution des eaux souterraines.

Au moins tous les dix ans, un diagnostic des ouvrages de prélèvement est réalisé. Il comprend notamment une mesure par micro-moulinet pour connaître la vitesse et le positionnement des venues d'eau et une inspection par caméra de la colonne de captage.

Lorsque des travaux de réfection sont nécessaires, le permissionnaire en avise sans délai le Préfet (police de l'eau).

Le permissionnaire ou son gestionnaire consigne sur un registre ou cahier, les éléments listés ci-après, du suivi de l'exploitation des ouvrages :

- La mesure des débits, dans les conditions normales d'exploitation, faite une fois par an au minimum.
- Le relevé des volumes prélevés, au minimum hebdomadaire.
- La mesure des niveaux statiques et dynamiques au moins deux fois par an (périodes de hautes et basses eaux) dans des conditions et des périodes telles qu'il n'en résulte pas de gêne dans le fonctionnement des installations desservies par le captage. La mesure du niveau statique est réalisée après un arrêt de 4 heures au minimum.

**PRESCRIPTION :** Ces mesures sont adressées par télédéclaration en fin d'année calendaire au Préfet (police de l'eau).

- Les incidents survenus dans l'exploitation, les opérations effectuées pour y remédier.

Ce registre ou cahier doit être tenu à la disposition du Préfet (police de l'eau et Direction départementale des Affaires Sanitaires et Sociales (DDASS)) ainsi que des agents délégués par ces administrations.

## **ARTICLE 8 : PÉRIMÈTRES DE PROTECTION DU CAPTAGE**

Est institué et déclaré d'utilité publique le périmètre de protection immédiate du forage Rochon 2.

Ce périmètre s'étend conformément aux indications du plan joint au présent arrêté en **annexe 3**. Ces documents feront foi en tout état de cause.

En raison de la bonne protection naturelle du forage, il n'est pas établi de périmètres de protection rapprochée ni éloignée.

L'existence de la déclaration d'utilité publique n'est pas remise en cause tant que l'ouvrage est exploité pour les besoins ayant motivé le présent arrêté.

### **ARTICLE 8.1 : PÉRIMÈTRE DE PROTECTION IMMÉDIATE**

Le périmètre de protection immédiate, d'une superficie 2 581 m<sup>2</sup>, est constitué par les parcelles n° 484 et 485 de la section B du plan cadastral de la commune de LE POUT. Il englobe les forages Rochon 1 et 2, les installations de traitement, la station de pompage, un local électrique et une bâche de stockage de 400 m<sup>3</sup>. Il comprend également un piézomètre (code BSS 08281X0017/F) qui sert de suivi de la nappe de l'Oligocène pour le BRGM.

## **PRESCRIPTIONS**

Ce périmètre doit être et demeurer la pleine propriété du permissionnaire. Il est clôturé et muni d'un portail d'accès maintenu fermé à clé pour interdire l'accès au site. Les clôtures et le portail doivent avoir une hauteur minimale de 1,80 mètre, les poteaux sont en matériaux imputrescibles. L'accès se fait par la route de Croignon (VC n°4).

La tête du forage est maintenue étanche et protégée vis-à-vis des eaux de ruissellement et des débords du ruisseau Gestas qui longe le périmètre. Elle est surélevée, située sur une dalle en béton et recouverte d'un capot étanche muni d'un système de verrouillage empêchant toute tentative de détérioration de l'ouvrage. La mise à l'air du forage est surélevée pour être hors de la zone inondable.

L'accès à l'intérieur du périmètre est strictement réservé au personnel de visite, d'entretien et d'exploitation des installations d'eau potable.

Toute circulation, toute activité, tout travaux et tout stockage de produits autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation ou à l'entretien des installations de captage, de traitement et de stockage de l'eau potable y sont interdits et, d'une manière générale, tout fait susceptible d'altérer directement ou indirectement la qualité des eaux.

Les produits nécessaires au traitement de l'eau sont placés sur bac de rétention et stockés dans un local adapté et sécurisé.

Les terrains doivent être régulièrement entretenus, la croissance de la végétation doit être limitée par des moyens mécaniques, l'utilisation d'engrais et de produits phytosanitaires est interdite.

Les installations de captage et de traitement de l'eau sont conservées en bon état et régulièrement entretenues.

Une convention est établie entre le permissionnaire et le BRGM pour garantir la sécurité et la protection du piézomètre de suivi de l'Oligocène. Cet ouvrage fera l'objet d'un diagnostic tous les 10 ans.

Par ailleurs, l'avenir du forage Rochon 1 est laissé à l'appréciation du permissionnaire avec, soit abandon avec rebouchage dans les règles de l'art, soit conservation pour suivi de la nappe ou en forage de secours. Dans ce cas, la tête du forage sera aménagée comme celle du forage Rochon 2.

## **TRAVAUX**

- La mise en sécurité de l'installation de désinfection au bioxyde de chlore est réalisée **sans délai**.

**Les travaux suivants sont réalisés dans un délai de 1 an** à compter de la date de publication du présent arrêté :

- Remblaiement du terrain naturel autour des forages Rochon 1 et Rochon 2 pour tenir compte du caractère partiellement inondable des parcelles par les débords du Gestas voisin.
- Etanchéification de la tête du forage. A cet effet, une étude comprenant un relevé topographique des niveaux de crue sera réalisée pour quantifier le niveau d'eau le plus élevé lors des épisodes d'inondation.
- Mise en place de la clôture et d'un portail cadénassé.
- Réalisation d'un local de stockage des réactifs du traitement de désinfection.

Toutes mesures doivent être prises pour que le permissionnaire, l'exploitant de la distribution d'eau, le Préfet (DDASS et police de l'eau) soient avisés sans retard de tout accident entraînant le déversement de substances liquides ou solubles à l'intérieur des périmètres de protection.

Toute anomalie notable doit être signalée sans délai au Préfet (DDASS).

## **ARTICLE 8.2: DÉLAI ET DURÉE DE VALIDITÉ DES SERVITUDES**

Les ouvrages, installations, travaux, activités, dépôts, aménagement ou occupation des sols décrits doivent satisfaire aux obligations du présent arrêté dans **un délai maximum de 2 ans**, sauf mention particulière précisée aux articles concernés.

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité dans les conditions fixées par celui-ci.

### **ARTICLE 8.3 : INDEMNISATIONS DES SERVITUDES**

Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires ou occupants de terrains compris dans les périmètres de protection sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Les indemnités dues sont à la charge du permissionnaire.

### **ARTICLE 9 : AUTORISATION DU TRAITEMENT ET DE LA DISTRIBUTION DE L'EAU**

Le permissionnaire est autorisé à traiter les eaux captées et à les distribuer en vue de la consommation humaine, sous réserve de répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique et les textes réglementaires en vigueur. Le procédé de traitement, son installation, son fonctionnement et la qualité des eaux distribuées sont placés sous le contrôle du Préfet (DDASS).

#### **ARTICLE 9.1 : FILIERE DE TRAITEMENT**

La température de l'eau brute étant de 25,2°C, il n'est pas demandé de traitement correctif.

Les eaux brutes subissent sur place **un traitement de déferri-sation puis de désinfection** au bioxyde de chlore avant d'être distribuées sur le réseau de distribution du SIAEPANC de Bonnetan.

Tous les produits et procédés de traitement utilisés doivent être autorisés pour le traitement des eaux destinées à la consommation humaine.

Les matériaux entrant en contact avec l'eau sont conformes à la réglementation en vigueur. L'exploitant maintient à disposition du Préfet (DDASS) les éléments attestant de cette conformité sanitaire.

Les eaux de lavage des filtres sont récupérées dans une fosse de décantation, les eaux décantées sont rejetées dans le Gestas. Cette fosse est protégée par une diguette contre les intrusions d'eau du ruisseau.

#### **PRESCRIPTIONS:**

- Les réactifs de traitement et le générateur de bioxyde de chlore sont stockés dans un local sécurisé.
- Tout projet de modification du traitement doit faire l'objet d'une déclaration auprès du Préfet (DDASS) qui appréciera, suivant l'importance des modifications, si une nouvelle autorisation est nécessaire.

#### **ARTICLE 9.2 : SURVEILLANCE DE LA QUALITE DE L'EAU ET DES INSTALLATIONS**

La personne responsable de la production ou de la distribution d'eau veille au bon fonctionnement des systèmes de production, de traitement et de distribution et organise la surveillance de la qualité de l'eau distribuée. Les ouvrages de captage, les dispositifs de protection et de traitement et les systèmes de distribution sont régulièrement entretenus et contrôlés.

L'eau en production et distribution doit être conforme à la réglementation en vigueur.

#### **PRESCRIPTIONS :**

- Le responsable de la production et de la distribution de l'eau établit un plan de surveillance comprenant notamment :
  - Une vérification régulière des mesures prises pour la protection de la ressource utilisée et du fonctionnement des installations ;
  - Un programme de tests ou d'analyses effectués sur des points déterminés en fonction des dangers identifiés que peuvent présenter les installations ;
  - La tenue d'un fichier sanitaire recueillant l'ensemble des informations collectées à ce titre.
- Un **suivi renforcé de la teneur en fluor** est mis en place sur l'eau brute à raison d'au moins 4 analyses par an.
- Un **suivi analytique en continu du taux de désinfectant et de la température** est assuré sur l'eau traitée en départ distribution ainsi qu'un suivi régulier des taux de fer.
- Tout incident pouvant avoir des conséquences sur la santé publique doit être signalé sans délai au Préfet (DDAS).
- La personne responsable de la production ou de la distribution d'eau adresse chaque année au Préfet (DDASS), un bilan de fonctionnement du système de production, de traitement et de distribution (mesures,

analyses, interventions, travaux, problèmes) et indique le plan de surveillance défini pour l'année suivante faisant apparaître notamment les éventuelles améliorations envisagées.

### **ARTICLE 9.3 : CONTROLE SANITAIRE**

La qualité de l'eau brute et traitée est contrôlée selon un programme annuel établi par le Préfet (DDASS) conformément à la réglementation en vigueur. La fréquence de contrôle pourra être modulée par le Préfet (DDASS) en fonction des résultats observés. Les frais d'analyses et de prélèvements sont à la charge du permissionnaire.

#### **PRESCRIPTIONS :**

- Une analyse complète de type P1 + P2 est effectuée sur l'eau produite avant mise en service de l'installation. Le Préfet permet la distribution de l'eau au public lorsque les résultats des analyses sont conformes. Dans le cas contraire, il refuse la distribution par une décision motivée. La distribution est différée jusqu'à ce qu'une nouvelle vérification, effectuée dans les conditions prévues ci-dessus, ait constaté la conformité.
- Le contrôle sanitaire est renforcé par :
  - La recherche de légionelles au moins une fois par an sur l'eau brute et sur l'eau traitée ;
  - La recherche en fluor sur chaque prélèvement en départ distribution.

### **ARTICLE 10 : PLAN ET VISITE DE RÉCOLEMENT**

Le permissionnaire établit un plan de récolement des installations à l'issue de la réalisation des travaux. Celui-ci est adressé au Préfet (DDASS et police de l'eau) dans un délai de 3 mois suivant l'achèvement des travaux. Après réception, une visite de récolement est effectuée par les services de l'Etat en présence du maître d'ouvrage et de l'exploitant.

## **II – DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **ARTICLE 11 : DURÉE DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT**

La présente autorisation est accordée pour une durée de TRENTE ANS à compter de la date de notification du présent arrêté.

### **ARTICLE 12 : CONFORMITÉ AU DOSSIER ET MODIFICATION**

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

### **ARTICLE 13 : MODIFICATION DES OUVRAGES OU DE LEUR MODE D'UTILISATION PAR LE PERMISSIONNAIRE**

Toutes modifications apportées aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation, qui peut exiger une nouvelle demande d'autorisation, conformément aux dispositions de l'article R.214-18 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 14 : ACCÈS AUX INSTALLATIONS**

Les agents du Préfet (police de l'eau et DDASS) auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par les codes de l'environnement et de la santé. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

## **ARTICLE 15 : CARACTÈRE DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT**

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'Etat exerçant ses pouvoirs de police.

Si, à quelque époque que ce soit, l'administration décidait dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération, dans le but de satisfaire ou de concilier les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité.

Faute par le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement, de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par la présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

## **ARTICLE 16 : RENOUVELLEMENT DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT**

Le bénéficiaire de l'autorisation peut obtenir le renouvellement de cette dernière. Dans ce cas, il doit formuler la demande auprès du Préfet (police de l'eau) dans un délai d'un an au plus et de six mois au moins, avant la date d'expiration de l'autorisation.

La demande comprend les pièces d'indication énumérées à l'article R.214-20 du code de l'environnement.

## **ARTICLE 17 : TRANSFERT DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT**

Si le bénéfice de la présente autorisation est transmis à une autre personne que celle qui est mentionnée à l'article 1er du chapitre I, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au Préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

La cessation définitive ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans la présente autorisation, d'un ouvrage ou d'une installation doit faire l'objet d'une déclaration, par l'exploitant ou, par défaut, par le propriétaire, auprès du Préfet dans le mois qui suit la cessation définitive, l'expiration du délai de deux ans ou le changement d'affectation.

Il est donné acte de cette déclaration.

## **ARTICLE 18 : DÉCLARATION DES INCIDENTS OU ACCIDENTS PAR LE PERMISSIONNAIRE**

Le permissionnaire est tenu de déclarer au Préfet sans délai, dans les conditions fixées à l'article L.211-5 du code de l'environnement, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation et qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code suscités.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le Préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

## **ARTICLE 19: ARRÊT D'EXPLOITATION – ABANDON DES OUVRAGES**

Tout abandon d'exploitation de forage avec ou sans suppression de ce dernier doit être déclaré auprès du Préfet (police de l'eau) dans le mois qui suit la cessation définitive. Le Préfet se prononce, le cas échéant, sur l'opportunité de conserver en l'état l'ouvrage en cause, susceptible d'être utilisé par la suite à d'autres usages tels que le suivi piézométrique et la surveillance de la qualité de la nappe.

Dans le cas d'une réponse négative, le forage doit obligatoirement faire l'objet d'un comblement permettant d'éviter la communication entre aquifères et les pollutions par les eaux de surface.

Le comblement doit se faire sous la maîtrise d'œuvre d'un bureau d'études compétent en hydrogéologie qui présente au Préfet (police de l'eau) le projet, le procès-verbal de réalisation et de récolement des travaux effectués.

## **ARTICLE 20 : RETRAIT OU SUSPENSION DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT – MISE HORS SERVICE OU SUPPRESSION DE L'OUVRAGE DE PRELEVEMENT PAR LE PRÉFET**

La décision de retrait d'autorisation est prise par un arrêté préfectoral qui, s'il y a lieu, prescrit la remise du site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou aucun inconvénient pour les éléments concourant à la gestion équilibrée de la ressource en eau.

En cas de défaillance, du titulaire de l'autorisation retirée, dans l'exécution des travaux prescrits par la décision de retrait, le Préfet peut y faire procéder d'office, dans les conditions prévues à l'article L.216-1 du code de l'environnement.

Dans le cadre de la suspension ou du retrait de l'autorisation de prélèvement, le permissionnaire ou l'exploitant des ouvrages de prélèvements est tenu, jusqu'à la remise en service, la reprise de l'activité ou la remise en état des lieux, de prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer la surveillance de l'ouvrage et des installations.

## **ARTICLE 21 : MODIFICATIONS DES PRESCRIPTIONS PAR LE PRÉFET**

A la demande du bénéficiaire de l'autorisation ou à sa propre initiative, le Préfet peut prendre des arrêtés complémentaires après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques. Ces arrêtés peuvent fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des éléments mentionnés à l'article L.211-1 du Code de l'Environnement rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien n'est plus justifié.

## **ARTICLE 22 : DROITS DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **ARTICLE 23 : PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS**

### **1 –à la charge du Préfet :**

- Le présent arrêté est notifié au permissionnaire à la mairie de Bonnetan - 1, allée de la Loubière 33 370 BONNETAN - et au maire de la commune de Le Pout, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture.
- Un avis informant le public de cette autorisation est inséré, par les soins du préfet, au frais du bénéficiaire, dans deux journaux locaux. Cet avis mentionne, l'affichage de l'arrêté en mairie, les lieux où l'arrêté et le dossier d'autorisation peuvent être consultés.

### **2 -à la charge du permissionnaire:**

- Les servitudes prévues au présent arrêté sont transcrites dans les documents d'urbanisme de la commune de Le Pout avec ses documents graphiques dans **un délai maximum de 3 mois** après la date de signature de l'arrêté, dans les conditions définies par le code de l'urbanisme.
- Le permissionnaire transmet à la préfecture dans un délai de **6 mois** après la date de signature de l'arrêté, une note sur l'accomplissement des formalités portant sur l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme.

### **3 -à la charge du maire de la commune de Le Pout**

- Le présent arrêté est affiché en mairie pendant une durée minimale de deux mois.
- Le maire de Le Pout conserve le présent arrêté et délivre à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.
- Procès-verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins du maire.

### **ARTICLE 24 : AUTRES RÉGLEMENTATIONS**

La présente autorisation ne dispense pas le permissionnaire de requérir les autorisations nécessitées par l'application d'autres réglementations, notamment celles susceptibles d'être exigées par le code de l'urbanisme.

### **ARTICLE 25 : DÉLAI ET VOIE DE RECOURS**

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Bordeaux (9, rue Tastet - BP 947 - 33063 BORDEAUX CEDEX).

- En ce qui concerne la déclaration d'utilité publique, en application de l'article R 421-1 du code de la justice administrative :
  - par toute personne ayant intérêt pour agir, dans un délai de deux mois à compter de son affichage en mairie.
- En ce qui concerne les servitudes publiques, en application de l'article R 421-1 du code la justice administrative :
  - par les propriétaires concernés dans un délai de deux mois à compter de sa notification.
- En ce qui concerne le code de l'environnement, en application des articles L 211-6, L.214-10, L.216-2 du code de l'environnement et dans les conditions prévues à l'article L.514-6 dudit code:
  - par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
  - par les tiers, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage, ce délai étant le cas échéant prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Toute personne peut également saisir dans un délai de deux mois à compter de la notification et de la publication du présent arrêté :

- Le Préfet de Gironde d'un recours gracieux; le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois vaut décision de rejet,
- Les ministres chargés de la santé et de l'environnement d'un recours hiérarchique; le silence gardé pendant plus de deux mois vaut décision de rejet.

Cette personne dispose alors d'un délai de deux mois pour se pourvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux à compter de la date d'expiration de la période de deux mois ou à compter de la réponse explicite de l'administration.

### **ARTICLE 26 : SANCTIONS**

- Non respect de la déclaration d'utilité publique

En application de l'article L.1324-3 du Code de la santé publique, est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes déclaratifs d'utilité publique.

- Dégradation, pollutions d'ouvrages

En application de l'article L.1324-4 du Code de la santé publique, est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende, le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.

- Obstacle à la mission des agents du ministère de la santé pour le contrôle du respect du règlement sanitaire

En application de l'article L1312-2 du code de la santé publique, est puni de trois mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende.

- Obstacle à la mission des agents de la police de l'eau et des milieux aquatiques pour le contrôle du respect du code de l'environnement

En application de l'article L216-10 du code de l'environnement, est puni de six mois d'emprisonnement et de 7 500 € d'amende.

- Non-respect des prescriptions fixées par le Préfet dans l'arrêté d'autorisation et les arrêtés complémentaires

En application de l'article L216-10 du code de l'environnement, est puni de deux ans d'emprisonnement et de 150 000 € d'amende.

## **ARTICLE 27: EXÉCUTION**

- Monsieur le président du SIAEPANC de la région de Bonnetan,
- Monsieur le Maire de LE POUT,
- Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Gironde,
- Monsieur le directeur départemental de l'équipement,
- Monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,
- Monsieur le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à BORDEAUX, le - 5 NOV. 2009

Le PREFET

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général

Bernard GONZALEZ

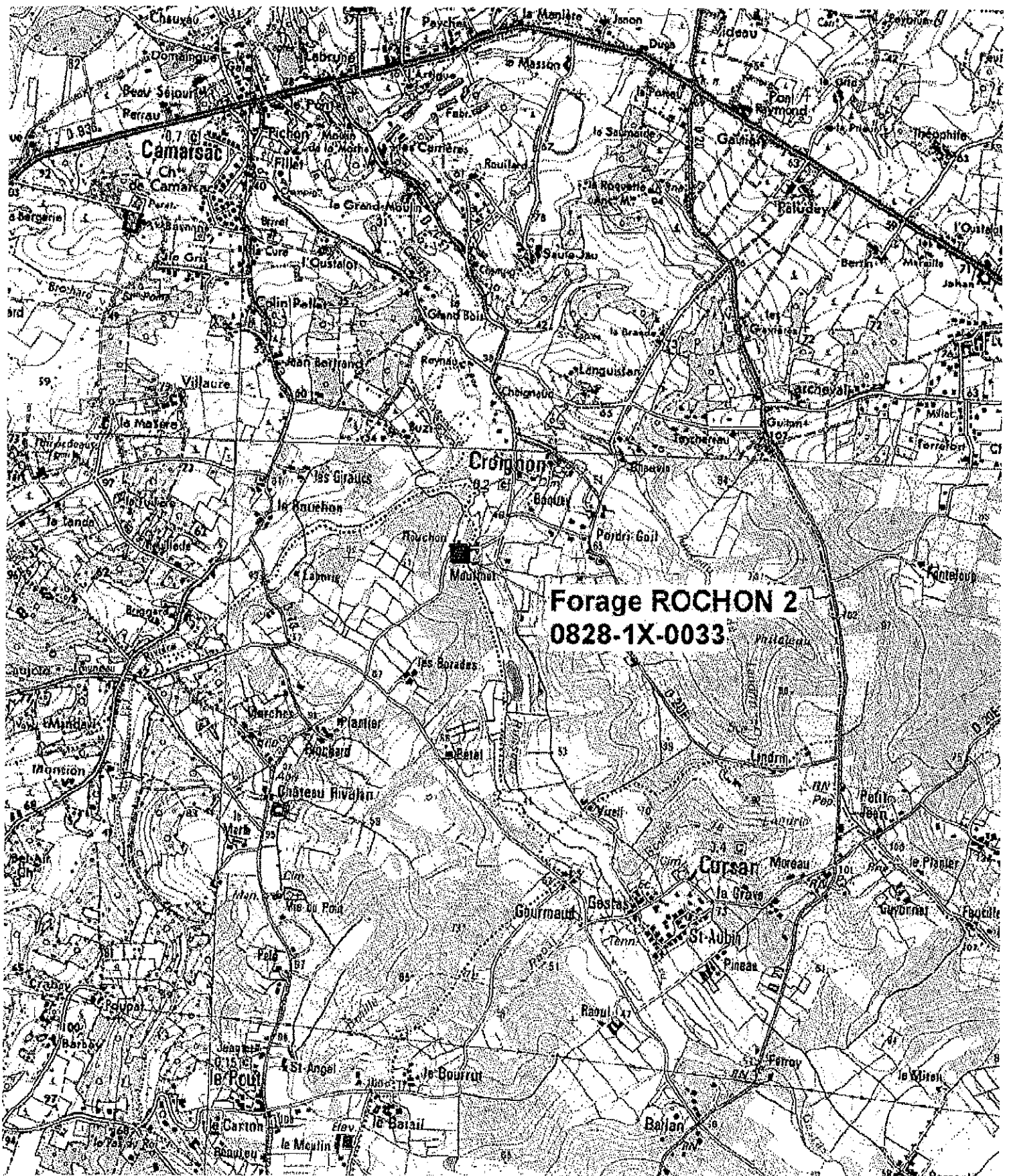
### **ANNEXES :**

- annexe 1 : plan de situation,
- annexe 2 : coupe du forage,
- annexe 3 : plan du périmètre de protection immédiate

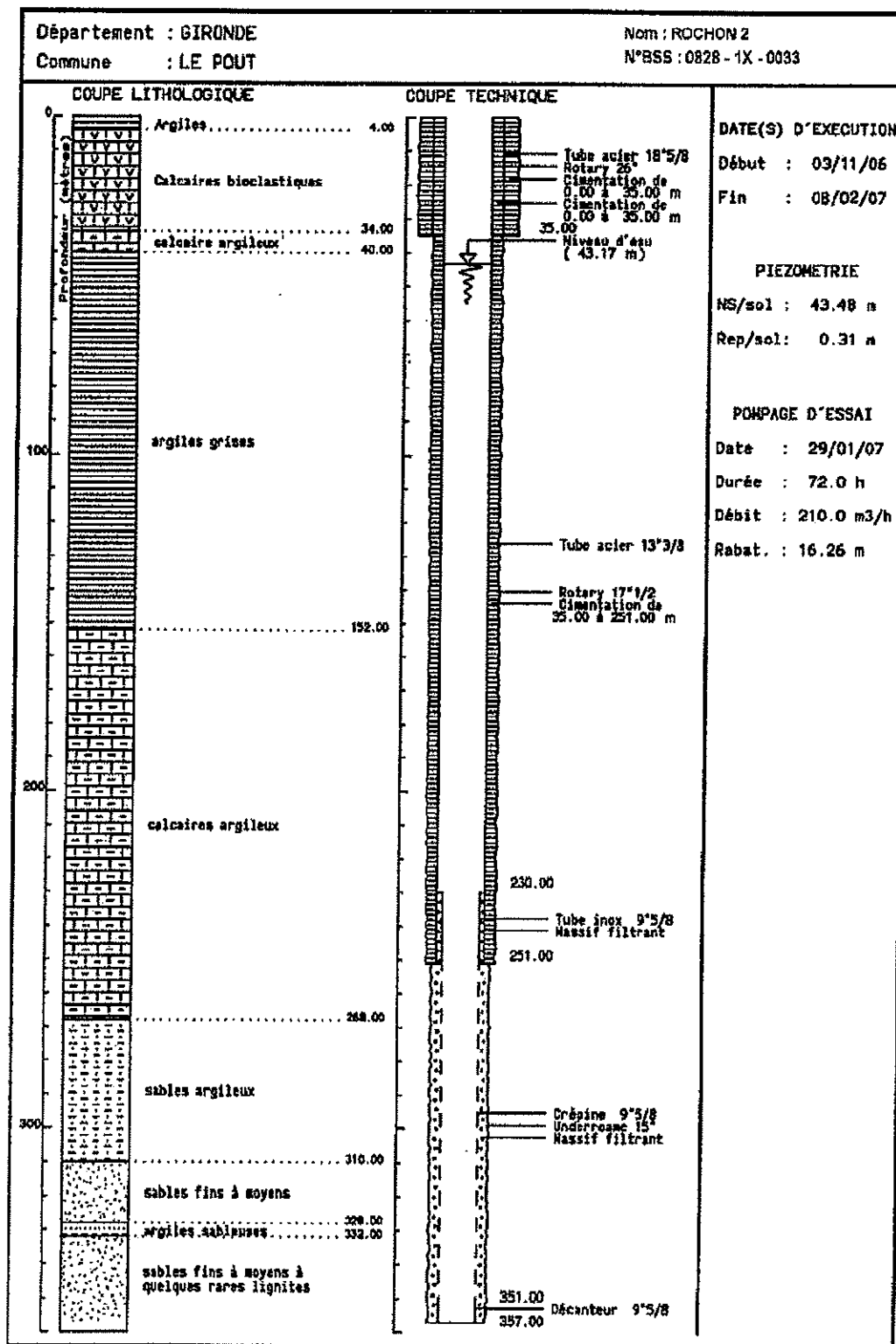
### **PLAN DE DIFFUSION :**

Permissionnaire	1	DDE	1
Mairie de LE POUT	1	DIREN	1
Préfecture de la Gironde	1	DRIRE	1
DDASS	1	Commissaire enquêteur	1
DDAF	1	M. le Président de la CLE du SAGE Nappes Profondes de la Gironde	1

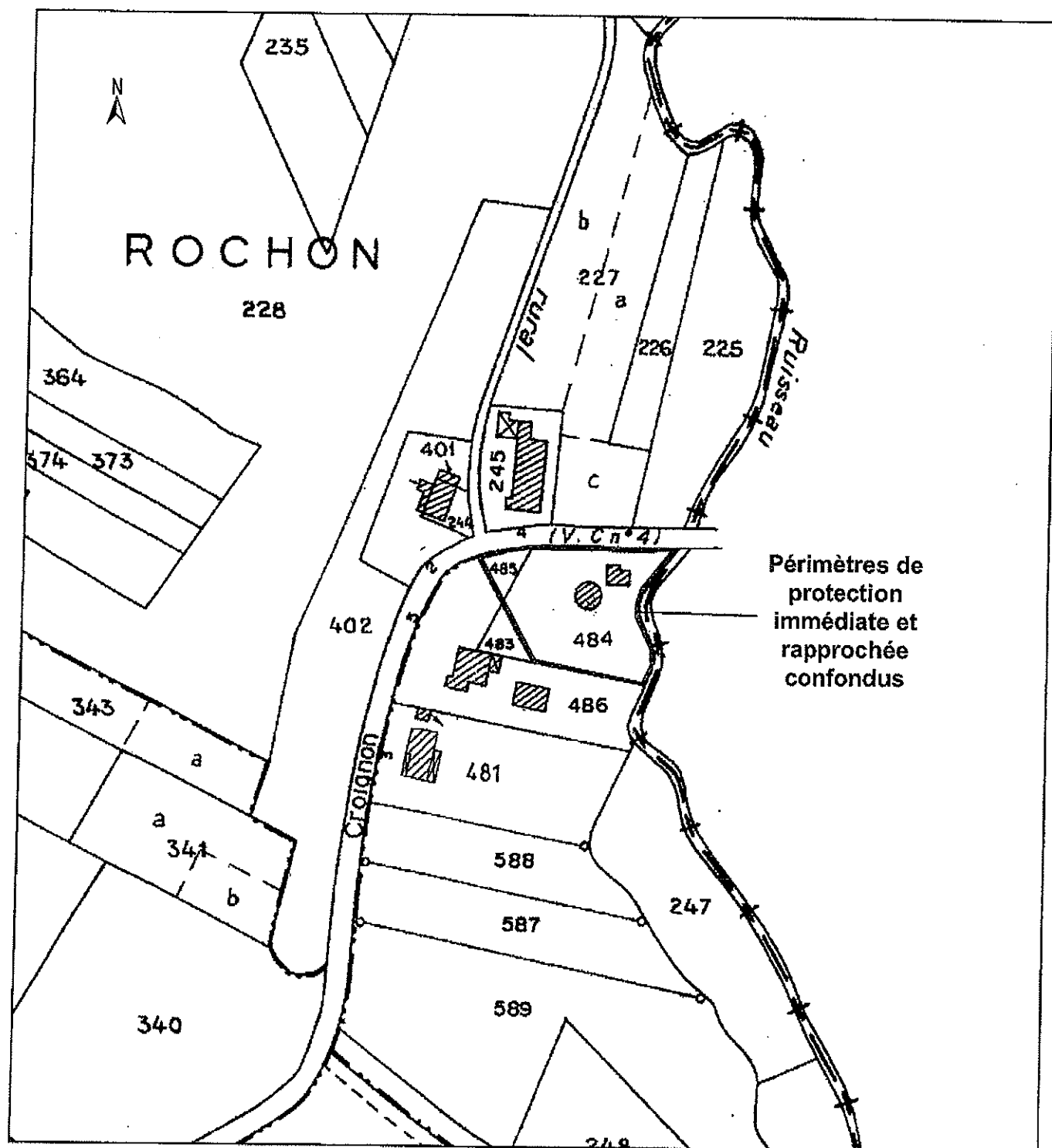
Commune Le Pout - forage Rochon 2  
Plan de situation



Commune Le Pout - forage Rochon 2  
Coupe technique



Commune Le Pout - forage Rochon 2  
Périmètres de protection immédiate et rapprochée



DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES  
DE LA GIRONDE

Le Préfet de la Région Aquitaine,  
Préfet du Département de la Gironde,

Officier de la Légion d'Honneur

VU L'article 7 de la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 modifiant le chapitre III du titre 1er du livre 1er du Code de la Santé Publique et notamment l'article 20,

VU le décret n° 59.701 du 6 juin 1959 portant règlement d'administration publique relatif à la procédure d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique,

VU le décret n° 67.1093 du 15 décembre 1967 portant règlement d'administration publique prévu pour l'application de l'article 20 du Code de la Santé Publique,

VU le décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles, modifié par le décret n° 91.257 du 7 mars 1991,

VU l'arrêté du 10 juillet 1989 relatif à la définition des procédures administratives fixées par les articles 4, 5, 15, 16 et 17 du décret précité,

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en date du 26 novembre 1992.

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 11 Mars 1993.

#### A R R E T E

Article 1 - Est déclaré d'utilité publique l'Etablissement des périmètres de protection du forage "Riot" desservant en eau potable la commune de LA SAUVE au lieu dit "Riot" sur la parcelle n° 29, section AE du plan cadastral communal, appartenant au Syndicat des Eaux de TARGON.

Article 2 - Les périmètres de protection immédiate et rapprochée seront confondus.

Article 3 - Les limites de ce périmètre seront matérialisées par une clôture.

Article 4 - L'accès aux installations ne sera autorisé qu'au personnel chargé de leur maintenance et tout dépôt, autre que pour raison de service, sera interdit.

Article 5 - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde, M. le Directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, M. le Maire de TARGON, M. le Président du Syndicat des Eaux de TARGON, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

BORDEAUX 02 JUIN 1993

Le Préfet,

POUR LE PRÉFET  
LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,

Marcel PERES

Pour ampliation,

Pour le Préfet et par délégation,  
L'Attaché Chef de Bureau



Françoise PÉREYRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES  
DE LA GIRONDE

HYP-GS

56.90.88.00

Le Préfet de la Région Aquitaine,  
Préfet du Département de la Gironde,  
*Officier de la Légion d'honneur*

VU le Code de la Santé Publique et notamment les chapitres 1er, II et IV du titre 1er du livre I,

VU le décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales, modifié par le décret n° 91.257 du 7 MARS 1991,

VU l'arrêté du 10 juillet 1989 relatif à la définition des procédures administratives fixées par les articles 4, 5, 15, 16 et 17 du décret n° 89.3 du 3 janvier précité,

VU les résultats de l'enquête hydrogéologique effectuée par M. LEFORT, hydrogéologue agréé en date du 5 septembre 1994,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 20 décembre 1994,

#### A R R E T E

ARTICLE 1ER : Est autorisé pour la consommation humaine, l'eau des forages ROUCHON, situé sur la commune de LE POUT, la GRAVETTE situé sur la commune de SALLEBOEUF, PETITE RIVIERE, situé sur la commune de ST-SULPICE-et-CAMEYRAC, appartenant au Syndicat des Eaux de BONNETAN.

ARTICLE 2 : Est déclarée d'utilité publique la création des périmètres de protection des forages suivants :

1) Forage ROUCHON :

- Coordonnées Lambert :

X = 387,540 - Y = 283,030 - Z = + 37 NG

Création : 1989 - Profondeur : 323m -

Débit : 100 m<sup>3</sup>/h

Situation : parcelles n° 484 et 485, section B

2) Forage LA GRAVETTE :

- Coordonnées Lambert

X = 386,60 - Y = 286,35 - Z = +20m NG

Création : 1976 - Profondeur : 315m -

Débit : 120 m<sup>3</sup>/h

Situation : parcelle section AH n° 35 d'une superficie  
de 1725 m<sup>2</sup>

3) Forage PETITE RIVIERE :

- Coordonnées Lambert

X = 384,375 - Y = 294,625 - Z = +3,36 NG

Création : 1966 - Profondeur : 390m

Débit : 100 m<sup>3</sup>/h - Situation : Section A n° 578

ARTICLE 3 : Les périmètres de protection immédiate et rapprochée sont confondus et limités pour :

. le forage ROUCHON, aux parcelles 484 et 485 - section B du Plan Cadastral Communal,

. le forage LA GRAVETTE à la parcelle section AH n° 35 du Plan Cadastral Communal,

. le forage PETITE RIVIERE à la parcelle n° 578, section A du Plan Cadastral Communal,

où se trouvent les forages.

ARTICLE 4 : Il n'a pas été défini de périmètre de protection éloignée compte tenu de la bonne isolation des aquifères sollicités par ces trois forages.

ARTICLE 5 : A l'intérieur de ces périmètres immédiats, toutes activités et tous dépôts autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau et de la station seront rigoureusement interdits.

ARTICLE 6 : La tête des trois forages devra être recouverte d'un capot étanche et amovible.

L'étanchéité de la tête du puits du forage LA GRAVETTE devra être améliorée à l'endroit du passage du câble d'alimentation de la pompe afin de protéger le captage contre d'éventuelles infiltrations d'eau météorite.

ARTICLE 7 : Dès la mise en place de ces périmètres un nouveau programme de contrôle de l'eau sera appliqué pour l'ensemble du syndicat des eaux.

ARTICLE 8 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde, Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, Le Président du Syndicat des Eaux de Bonnetan, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bordeaux, le  
Le Préfet,

31 OCT. 1995

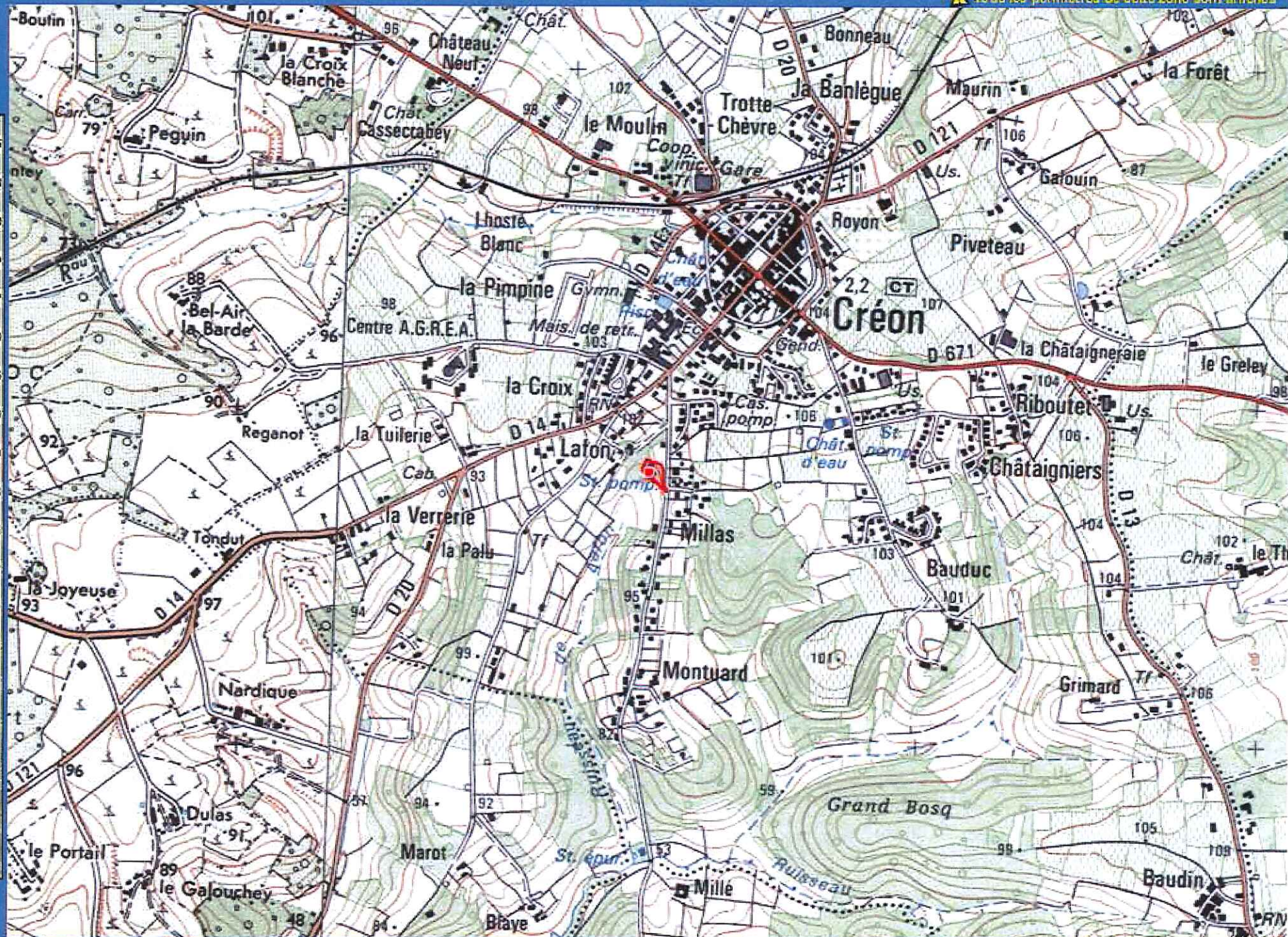
POUR LE PRÉFET  
LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,

Marcel PERES

Pour ampliation,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Maire de Bordeaux  
de la  
Gironde  
Martine BURET-PUJOL

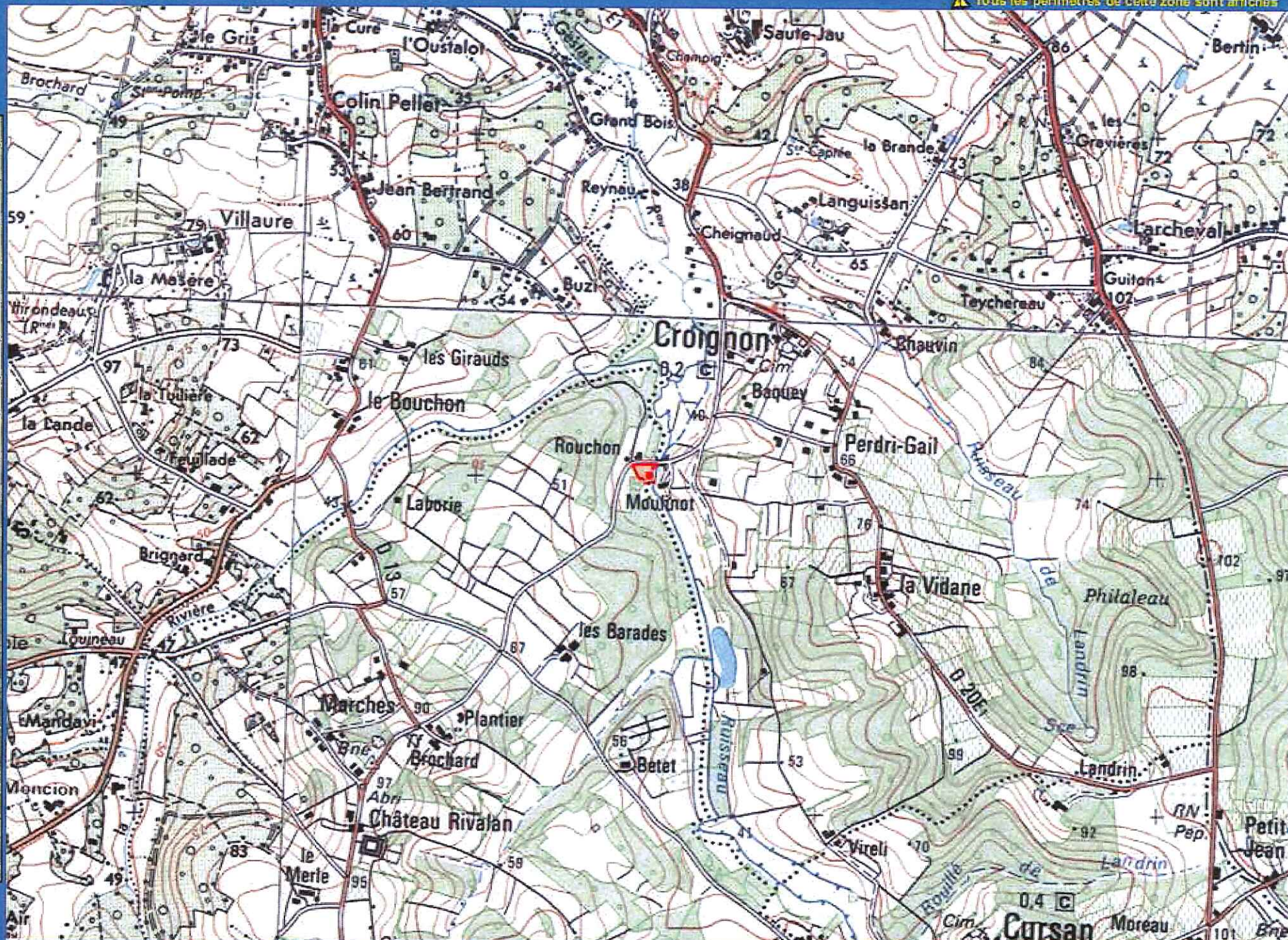


CODE SISE-EAUX	000105
COMMUNE	CREON
CODE INSEE	33140
NOM DU CAPTAGE	MONTUARD
CODE BSS	08281X0007
X (m)	387100
Y (m)	1977885
Z (m)	89
NATURE DE L'EAU	ESO
NAPPE	EOCENE MOYEN
PROFONDEUR (m)	365
DEBIT (m3/s)	157
USAGE	AEP
DATE AVIS HYDRO	25/05/1992
DATE CDH	11/03/1993
DATE DUP	02/06/1993
ETAT DE LA PROCEDURE	Procédure terminée (captage public)
MAITRE D'OUVRAGE	SYNDICAT DES EAUX BONNETAN
NOM UGE	SYNDICAT BONNETAN



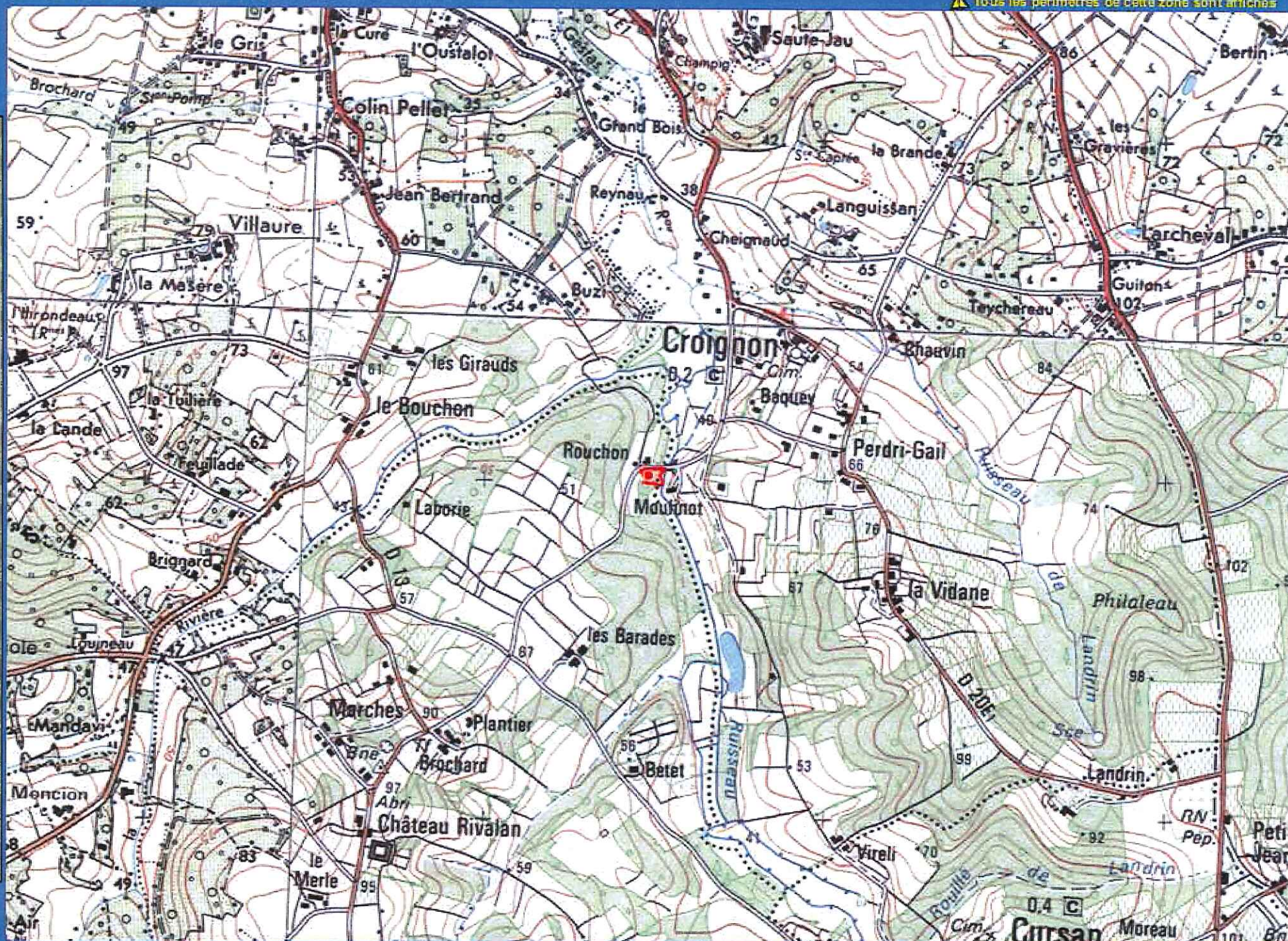


CODE SISE-EAUX	000250
COMMUNE	LE POUT
CODE INSEE	33335
NOM DU CAPTAGE	ROCHON
CODE BSS	08281X0022
X (m)	387406
Y (m)	1983030
Z (m)	37
NATURE DE L'EAU	ESO
NAPPE	EOCENE MOYEN
PROFONDEUR (m)	323
DEBIT (m3/j)	1869
USAGE	AEP
DATE AVIS HYDRO	05/09/1994
DATE CDH	20/12/1994
DATE DUP	31/10/1995
ETAT DE LA PROCEDURE	Procédure terminée (captage public)
MAITRE D'OUVRAGE	SYNDICAT DES EAUX BONNETAN
NOM UGE	SYNDICAT BONNETAN



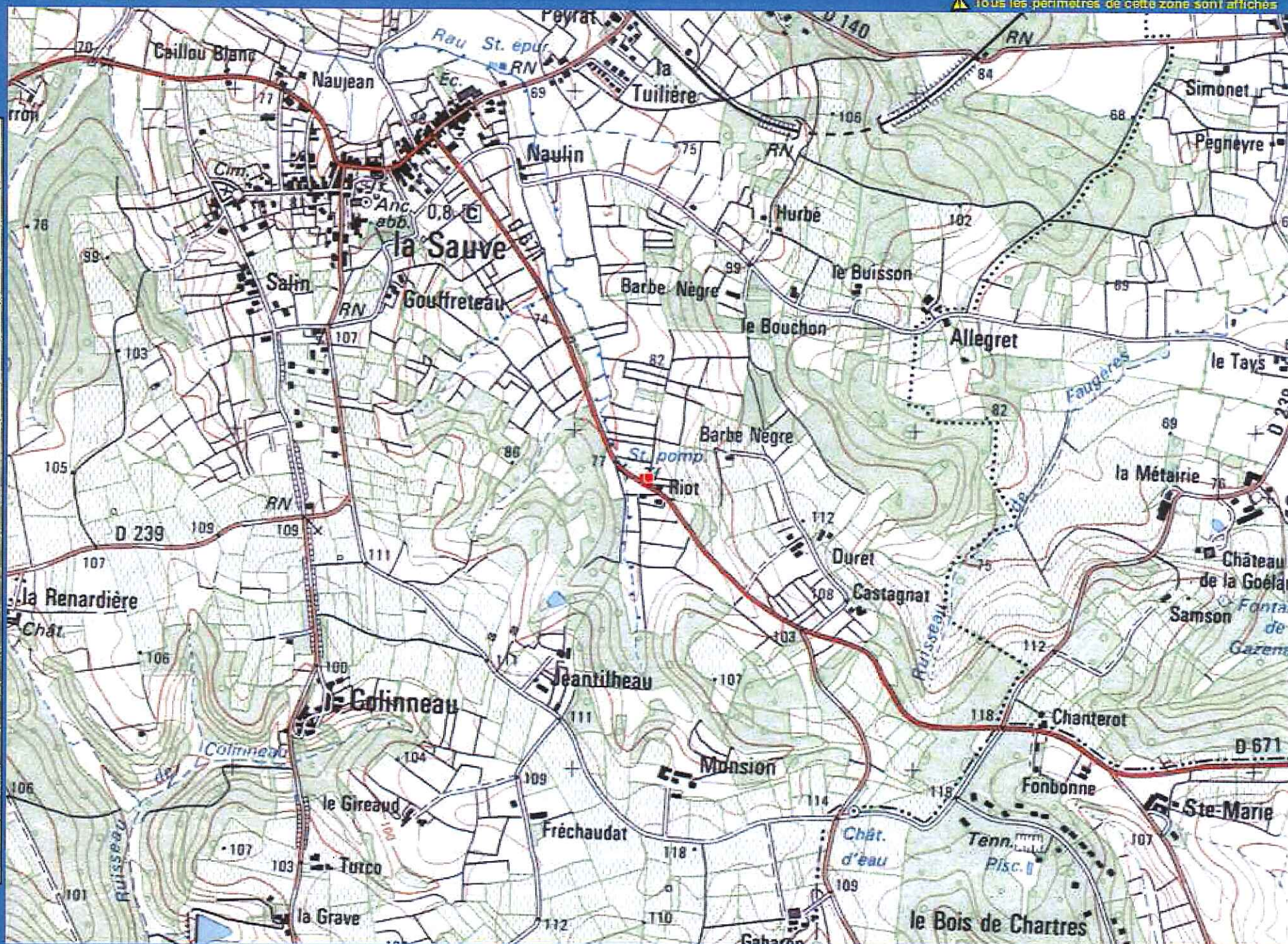


CODE SISE-EAUX	002490
COMMUNE	LE POUT
CODE INSEE	33335
NOM DU CAPTAGE	ROCHON 2
CODE BSS	08281X0033
X (m)	387379
Y (m)	1983094
Z (m)	37
NATURE DE L'EAU	ESQ
NAPPE	EOCENE MOYEN
PROFONDEUR (m)	357
DEBIT (m3/j)	1908
USAGE	AEP
DATE AVIS HYDRO	15/10/2007
DATE CDH	03/09/2009
DATE DUP	05/11/2009
ETAT DE LA PROCEDURE	Procédure terminée (captage public)
MAITRE D'OUVRAGE	SYNDICAT DES EAUX BONNETAN
NOM UGE	SYNDICAT BONNETAN





CODE SISE-EAUX	000341
COMMUNE	LA SAUVE
CODE INSEE	33505
NOM DU CAPTAGE	RIOT
CODE BSS	08281X0018
X (m)	391109
Y (m)	1976931
Z (m)	78
NATURE DE L'EAU	ESO
NAPPE	EOCENE MOYEN
PROFONDEUR (m)	375
DEBIT (m3/j)	867
USAGE	AEP
DATE AVIS HYDRO	26/11/1992
DATE CDH	11/03/1993
DATE DUP	02/06/1993
ETAT DE LA PROCEDURE	Procédure terminée (captage public)
MAITRE D'OUVRAGE	SYNDICAT DES EAUX TARGON
NOM UGE	SYNDICAT TARGON





CODE SISE-EAUX	000139
COMMUNE	HAUX
CODE INSEE	33201
NOM DU CAPTAGE	CHATEAU D'EAU
CODE BSS	08281X0020
X (m)	396209
Y (m)	1973661
Z (m)	92
NATURE DE L'EAU	ESO
NAPPE	EOCENE MOYEN
PROFONDEUR (m)	325
DEBIT (m3/j)	7
USAGE	AEP
DATE AVIS HYDRO	28/02/2015
DATE CDH	
DATE DUP	
ETAT DE LA PROCEDURE	Procédure en cours
MAITRE D'OUVRAGE	MAIRIE DE HAUX
NOM UGE	COMMUNE HAUX

